

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.754/2
DU 22 JUIN 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 mai 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses en matière de Justice (I)", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Chapitre 1^{er} - Modifications diverses de procédure pénale

Section I - Modification du Code d'instruction criminelle en vue de conférer au tribunal de police le contentieux en matière d'accidents ferroviaires

Article 2

(article 138, 6/quarter, en projet du Code d'instruction criminelle)

Le commentaire des articles mentionne qu'il sera fait mention de l'article 422 du Code pénal dans l'article 138, 6/bis, du Code d'instruction criminelle. Or, c'est un numéro 6/quarter que prévoit d'insérer l'avant-projet. Le commentaire des articles sera adapté en conséquence.

Section II - Modification de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la Saisie et la Confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales

Observations générales

1. Les dispositions projetées visent à "optimiser l'exécution des décisions judiciaires de confiscation via un renforcement des compétences de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation (en abrégé : l'OCSC) en ce qui concerne l'enquête de solvabilité du condamné".

Il s'agit donc de rendre effective l'exécution de la peine de confiscation lorsque l'État n'obtient qu'une créance sur le patrimoine du condamné ⁽¹⁾. C'est dans ce contexte que, tout en restructurant et en adaptant l'article 15 de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la Saisie et la Confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales (il s'agit de l'enquête de solvabilité en général), l'avant-projet prévoit l'insertion d'un article 15bis dans la même loi afin de rendre efficace l'enquête de solvabilité (le principe de cette mesure subsidiaire étant énoncé à l'article 15, § 3, en projet ⁽²⁾) à l'égard des banques et des institutions financières : liste des éléments à communiquer, mesure de gel temporaire, sanction pénale à l'égard de la banque ou de l'institution financière qui ne respecterait pas ses obligations, secret professionnel.

2. De manière générale, les dispositions projetées ne rencontrent pas la problématique de l'incidence d'une procédure civile de recouvrement sur leur mise en œuvre; ainsi, si le commentaire des articles fait allusion à une saisie pénale ou à une confiscation antérieure à la mesure de gel, aucune indication n'est fournie sur l'incidence d'une saisie "civile" préalable ni quant à l'impact de celle-ci sur l'appréciation de la condition de subsidiarité au sens de l'article 15, § 3, en projet.

Même si cette problématique de la concurrence ou de la coexistence possible de procédures civiles et pénales ne cesse de susciter, en cette matière, des réflexions et des difficultés procédurales ⁽³⁾, elle devient plus aigüe à ce niveau dans la mesure où les procédures susceptibles d'être mises en œuvre pour assurer l'effectivité de

⁽¹⁾ Voir l'exposé des motifs.

⁽²⁾ Sous réserve de l'hypothèse où il existe des indices que le condamné tente de se soustraire à l'exécution de la décision judiciaire de confiscation.

⁽³⁾ Voir notamment Chr. ENGELS, "La saisie pénale immobilière", *Chroniques notariat*, Liège, 10/2006, vol. 44 sous la coordination de Y.H. Leleu, Bruxelles, Larcier, pp. 105 à 123; "Penaal beslag op onroerend goed", *Rechtskroniek voor het notariaat*, deel 13, RUG, Brugge, Die Keure, 2008, pp. 107 à 128; "La saisie pénale immobilière", in *L'endetté, le notaire et l'avocat*, Ed. Jeune Barreau Liège, en co-édition avec la *Revue du Notariat Belge*, 2009, pp. 161 à 189. Il importe aussi de déterminer précisément la mesure dans laquelle les procédures dont il est question à la loi précitée du 26 mars 2003 "excluent, en vertu de l'article 2 du Code judiciaire, l'application du droit commun". Voir aussi l'exposé des motifs, p. 13, et les références citées; *adde* : F. DETERBECK et A.-M. BAUDEWYNS, *La saisie et la confiscation en matière pénale en Belgique*, collection "Pratique du droit", n° 36, Kluwer, 2009, sp. pp. 47 à 52 et 77 à 79 (il s'agit de la traduction et de l'adaptation de l'ouvrage de F. DETERBECK, Directeur de l'OCSC, *De inbeslagneming en verbeurdverklaring in strafzaken in België*, paru en 2007 dans la collection "Recht en praktijk", Kluwer).

l'exécution par le recouvrement d'une créance semblent bien relever de la procédure civile d'exécution. Comment articulera-t-on le contentieux civil (auquel il est fait allusion de manière très générale dans le commentaire des articles) ⁽⁴⁾ à la procédure pénale ? Dans le cas contraire, on peut redouter des dysfonctionnements dans l'application sur le même bien de procédures civiles et pénales, situation susceptible de se compliquer encore si dans le même temps d'autres créanciers diligentent des procédures de recouvrement civil sur les mêmes biens.

Article 5

(article 15*bis*, en projet)

1. D'après le commentaire de l'article,

"la mesure de gel constitue une violation des droits fondamentaux du condamné. L'exercice du droit de propriété limité et le droit à la vie privée est violé. La mesure de gel est dès lors soumise à des conditions d'application strictes".

Dans ce contexte, un formalisme minimum devrait être prévu par la loi elle-même à l'article 15*bis*, § 3 (et non laissé à l'appréciation de l'OCSC), d'autant qu'il s'agit d'obligations susceptibles d'être lourdement sanctionnées.

2. Le commentaire de l'article précise que

"le projet de loi ne prévoit pas de recours particulier que le condamné pourrait introduire contre des mesures de gel. Le droit commun est d'application en la matière".

⁽⁴⁾ Ainsi que l'énonce un arrêt de la Cour de cassation du 9 janvier 1981 (cité dans le commentaire des articles; voir *R.W.*, 1981-1982, 2165 et *J.T.*, 1982, p. 279), "lorsque l'administration de l'enregistrement et des domaines a, pour recouvrer des choses confisquées, fait application des procédures visées à l'article 1395, les contestations relatives à ces procédures doivent être tranchées par le juge des saisies conformément aux règles déterminées dans la cinquième partie du Code judiciaire". Ainsi, si une mesure conservatoire, c'est-à-dire probablement une saisie conservatoire, succède à une mesure de gel, l'ensemble du contentieux ne relèvera-t-il pas de la compétence du juge des saisies ?

Cette observation est à relier à l'observation générale formulée ci-dessus. La sécurité juridique commande à tout le moins que le texte fasse référence aux textes applicables. De même il n'y a pas d'indication sur le moment et la manière dont la partie sera informée; il importe d'y remédier.

3. La notion de "jours ouvrables" dont il est question au paragraphe 3 devrait être définie ⁽⁵⁾.

4. L'article 15*bis*, § 4, en projet, est assez vague, alors que le commentaire précise notamment que "les informations communiquées doivent être correctes et complètes sur le plan du contenu. Les informations doivent être communiquées dans le délai et sous la forme fixée par l'OCSC". Il n'est pas sûr que ces manquements à ces obligations soient susceptibles d'être englobés dans la disposition de l'article 15*bis*, § 4, tel qu'il est libellé.

Article 6

(modification de l'article 17*bis*, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 2003, précité)

1. Selon le commentaire de l'article 6 de l'avant-projet, "[...] par le fait d'avoir biffé les termes «notamment», il est confirmé que cette compétence n'a pas de caractère exclusif. Le fait de mener une enquête de solvabilité n'est pas la seule et unique mission du magistrat de liaison".

Le texte de l'avant-projet ne biffe cependant pas le mot "notamment". Et ce à juste titre, puisque c'est précisément cet adverbe qui souligne que la compétence mentionnée n'est pas exclusive.

⁽⁵⁾ Comparez avec l'article 53, alinéa 2, du Code judiciaire.

2. Dans la version néerlandaise, les mots "naar de solvabiliteit van de veroordeelde" doivent être omis pour que le texte corresponde à la version française plus concise.

Chapitre 3 - Modifications diverses du Code judiciaire

Section I - Modification du Code judiciaire relative à la liste des formations certifiées

Article 11

(modification de l'article 281 du Code judiciaire)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire uniquement : "[...] remplacé par la loi du 25 avril 2007".

Article 12

La rétroactivité donnée à l'article 11 ne se justifie pas.

L'article 12 doit être omis.

Section II - Modification du Code judiciaire en vue de conférer au tribunal de police le contentieux en matière d'accidents ferroviaires

Cette modification est à relier à la modification du Code d'instruction criminelle en vue de conférer au tribunal de police le contentieux en matière d'accidents ferroviaires ⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ Voir le présent avant-projet, chapitre 1^{er}, section I, article 2, insérant dans le Code d'instruction criminelle un article 138, 6/*quater*. Cette suggestion de modification figure dans le rapport du procureur général près la Cour de cassation et du Collège des procureurs généraux au Comité parlementaire chargé du suivi législatif (Relevé des lois qui ont posé des difficultés d'application ou d'interprétation pour les cours et tribunaux, 19 février 2008, *Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-0844/1, p. 35 : "L'article 422 du Code pénal traite des accidents ferroviaires. À la lumière de l'article 138 CIC, cette matière devrait relever de la compétence du juge de police. Ceci donne lieu à des contestations et décisions contraires. Une modification de la loi s'impose").

En matière civile, il s'agit dès lors de rendre également compétente pour connaître de tels litiges la section civile du tribunal de police en étendant sa compétence d'attribution ⁽⁷⁾ aux accidents ferroviaires.

L'article 14 de l'avant-projet précise que cette modification de l'article 601*bis* du Code judiciaire entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Le commentaire explique comme suit cette dernière mesure : "afin que cette entrée en vigueur soit associée à une date claire et, d'autre part, de façon à ne pas troubler le fonctionnement des juridictions concernées".

La question se pose si cette disposition ne doit pas être raisonnée avec la modification de l'article 138 du Code d'instruction criminelle afin d'assurer une suffisante coordination de l'entrée en vigueur de l'un et de l'autre textes. Aucune règle semblable n'assortit la modification du Code d'instruction criminelle.

Plus fondamentalement, il est permis de se demander si cette disposition est justifiée compte tenu de ce qu'énonce en droit commun l'article 3 du Code judiciaire : "les lois [...] de compétence [...] sont applicables aux procès en cours sans dessaisissement cependant de la juridiction qui, à son degré ⁽⁸⁾, en avait été valablement saisie et sauf les exceptions prévues par la loi".

⁽⁷⁾ On relève qu'il n'est pas question, dans cet avant-projet, de la compétence territoriale (cons. la proposition de loi modifiant la législation relative aux affaires de roulage en ce qui concerne la compétence territoriale du juge du lieu où l'accident s'est produit pour autant qu'il s'agisse d'une action en matière de responsabilité de cet accident, *Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-1635/1).

⁽⁸⁾ L'application de cette disposition à un recours a pour effet qu'une fois que la juridiction (anciennement compétente) a statué à son degré, le recours doit être introduit devant la juridiction d'appel nouvellement compétente, ce qui peut entraîner cette conséquence que la juridiction d'appel nouvellement compétente (tribunal civil de première instance, juridiction d'appel du tribunal de police, section civile) est celle qui a déjà statué au premier degré (compétence antérieure du tribunal civil de première instance). En ce cas, il va de soi que la juridiction sera autrement composée.

Si cette entrée en vigueur est maintenue au 1^{er} janvier 2010, il s'agira, en l'absence de disposition en sens contraire, d'appliquer le principe énoncé à l'article 3 du Code judiciaire précité, et non, par exemple, de ne rendre applicable ce texte qu'aux causes qui seraient inscrites au rôle du tribunal de police après l'entrée en vigueur de celui-ci, solution qui avait été retenue par l'article 69 de la loi du 11 juillet 1994 relative aux tribunaux de police ⁽⁹⁾.

⁽⁹⁾ Voir à ce sujet A. DEBRULE, "La loi du 11 juillet 1994 relative aux tribunaux de police et le droit transitoire", *Journal des juges de paix et de police - Tijdschrift van de vrede- en politierechters*, n/ spécial : "Le nouveau tribunal de police" - Themanummer : "De nieuwe politie rechtbank", 2005, p. 37.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. de LEVAL,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.754/2
VAN 22 JUNI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 27 mei 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen betreffende Justitie (I)", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Hoofdstuk 1- Diverse wijzigingen van strafprocesrecht

Afdeling I - Wijziging van het Wetboek van Strafvordering met het oog op de toewijzing aan de politierechtbank van geschillen inzake treinongevallen

Artikel 2

(ontworpen artikel 138, 6/quarter, van het Wetboek van Strafvordering)

In de commentaar bij de artikelen staat dat van artikel 422 van het Strafwetboek melding zal worden gemaakt in artikel 138, 6/bis, van het Wetboek van Strafvordering. Het voorontwerp voorziet evenwel in de invoeging van een nummer 6/quarter. De commentaar bij de artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Afdeling II - Wijziging van de wet van 26 maart 2003 houdende oprichting van een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en houdende bepalingen inzake het waardevast beheer van in beslag genomen goederen en de uitvoering van bepaalde vermogenssancties

Algemene opmerkingen

1. De ontworpen bepalingen strekken ertoe "de tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissingen tot Verbeurdverklaring te optimaliseren via een versterking van

.../...

de bevoegdheden van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (afgekort als : COIV) wat het onderzoek naar de solvabiliteit van de veroordeelde betreft".

Het gaat er dus om ervoor te zorgen dat de verbeurdverklaring als straf effectief ten uitvoer wordt gelegd wanneer de Staat slechts een schuldvordering verkrijgt op het vermogen van de veroordeelde ⁽¹⁾. Het is in die context, waarbij ook artikel 15 van de wet van 26 maart 2003 houdende oprichting van een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en houdende bepalingen inzake het waardevast beheer van in beslag genomen goederen en de uitvoering van bepaalde vermogenssancties (het gaat om het onderzoek naar de solvabiliteit in het algemeen) geherstructureerd en aangepast wordt, dat het voorontwerp voorziet in het invoegen van een artikel 15bis in dezelfde wet, om het onderzoek naar de solvabiliteit doeltreffend te maken (het principe van deze subsidiaire maatregel wordt uiteengezet in het ontworpen artikel 15, § 3 ⁽²⁾) ten aanzien van de banken en financiële instellingen : lijst van de mee te delen gegevens, maatregel van tijdelijke bevroezing, strafrechtelijke sanctie opgelegd aan de bank of de financiële instelling die haar verplichtingen niet zou nakomen, beroepsgeheim.

2. In het algemeen bieden de ontworpen bepalingen geen oplossing voor de problematiek van de weerslag van een civielrechtelijke invorderingsprocedure op de toepassing van deze bepalingen; zo wordt, hoewel in de commentaar bij de artikelen wordt gealludeerd op een strafrechtelijk beslag of een verbeurdverklaring voorafgaand aan de bevroezingsmaatregel, niets vermeld over de weerslag van een voorafgaande "civiele" beslaglegging, noch over de impact ervan op de beoordeling van de subsidiariteitsvoorwaarde in de zin van het ontworpen artikel 15, § 3.

Hoewel deze problematiek van het samenlopen van of het mogelijk naast elkaar bestaan van civielrechtelijke en strafrechtelijke procedures in dezen voortdurend

⁽¹⁾ Zie de memorie van toelichting.

⁽²⁾ Onder voorbehoud van het geval waarin er aanwijzingen zijn dat de veroordeelde poogt zich te onttrekken aan de tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissing tot verbeurdverklaring.

aanleiding geeft tot opmerkingen en processuele moeilijkheden ⁽³⁾, wordt ze acuter op dat niveau in zoverre het zich laat aanzien dat de procedures die kunnen worden gevolgd om ervoor te zorgen dat de tenuitvoerlegging effectief wordt door de inning van een schuldvordering, vallen onder de civielrechtelijke tenuitvoerlegging. Hoe zal men de civielrechtelijke geschillenberechting (waarop zeer algemeen wordt gealludeerd in de commentaar bij de artikelen) ⁽⁴⁾ doen aansluiten op de strafrechtspleging? Indien zulks niet het geval is, valt te vrezen voor disfuncties in de toepassing van civielrechtelijke en strafrechtelijke procedures op hetzelfde goed; deze situatie kan nog ingewikkelder worden indien tegelijk andere schuldeisers voor dezelfde goederen civielrechtelijke invorderingsprocedures instellen.

⁽³⁾ Zie onder meer Chr. ENGELS, "La saisie pénale immobilière", *Chroniques notariat*, Luik, 10/2006, vol. 44, gecoördineerd door Y.H. LELEU, Brussel, Larcier, blz. 105 tot 123; "Penaal beslag op onroerend goed", *Rechtskroniek voor het notariaat*, deel 13, RUG, Brugge, Die Keure, 2008, blz. 107 tot 128; "La saisie pénale immobilière", in *L'endetté, le notaire et l'avocat*, Ed. Jeune Barreau Liège, uitgegeven in samenwerking met de *Revue du Notariat Belge*, 2009, blz. 161 tot 189. Het is ook van belang nauwkeurig te bepalen in welke mate de procedures waarvan sprake is in de voormelde wet van 26 maart 2003 "krachtens artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek de toepassing van het gemeen recht uitsluiten". Zie ook de memorie van toelichting, blz. 13, en de aangehaalde verwijzingen; *adde* : F. DESTERBECK en A.-M. BAUDEWYNS, *La saisie et la confiscation en matière pénale en Belgique*, Collection "Pratique du droit", nr. 36, Kluwer, 2009, inz. blz. 47 tot 52 en 77 tot 79 (het betreft de vertaling en de aanpassing van het boek van F. DESTERBECK, directeur van het COIV, *De inbeslagneming en verbeurdverklaring in strafzaken in België*, verschenen in 2007 in de verzameling "Recht en praktijk", Kluwer).

⁽⁴⁾ In een arrest van het Hof van Cassatie van 9 januari 1981 (aangehaald in de commentaar bij de artikelen; zie RW., 1981-1982, 2165 en J.T., 1982, blz. 279), wordt gesteld "dat, wanneer het bestuur van registratie en domeinen, zoals ten deze, voor de invordering van verbeurdverklarde zaken, de in voormeld artikel 1395 bedoelde rechtsplegingen heeft aangewend, de betwistingen, die in verband hiermede oprijzen, moeten worden beslecht door de beslagrechter volgens de regelen bepaald in deel vijf van het Gerechtelijk Wetboek". Indien een conservatoire maatregel, dit wil zeggen vermoedelijk een conservatoir beslag, volgt op een bevroezingsmaatregel, valt het geschil in zijn geheel dan niet onder de bevoegdheid van de beslagrechter ?

Artikel 5(ontworpen artikel 15*bis*)

1. De commentaar bij het artikel luidt als volgt :

"de bevroingsmaatregel vormt een inbreuk op de grondrechten van de veroordeelde. De uitoefening van het eigendomsrecht wordt beperkt en het recht op privacy geschonden. De bevroingsmaatregel wordt dan ook onderworpen aan strenge toepassingsvoorwaarden".

In die context zou de wet zelf in artikel 15*bis*, § 3, moeten voorzien in een minimum aan vormvoorschriften (en zulks niet ter beoordeling overlaten aan het COIV), te meer daar het gaat om verplichtingen die bij het niet-nakomen ervan zwaar kunnen worden bestraft.

2. In de commentaar bij het artikel wordt gepreciseerd :

"Het wetsontwerp voert geen bijzonder rechtsmiddel in dat de veroordeelde kan aanwenden tegen bevroingsmaatregelen. Het gemeen recht is terzake van toepassing".

Deze opmerking moet in verband worden gebracht met de hierboven gemaakte algemene opmerking. Ter wille van de rechtszekerheid dient in de tekst op zijn minst te worden verwezen naar de toepasselijke teksten. Evenmin wordt vermeld wanneer en hoe de partij op de hoogte zal worden gebracht; dit verzuim dient te worden verholpen.

3. Het begrip "werkdagen" waarvan sprake is in paragraaf 3, zou moeten worden gedefinieerd ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Vergelijk met artikel 53, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

4. Het ontworpen artikel 15*bis*, § 4, is vrij vaag, terwijl in de commentaar onder meer wordt gepreciseerd :

"De meegedeelde informatie is inhoudelijk correct en volledig. De informatie wordt meegedeeld binnen de termijn en onder de vorm vastgesteld door het COIV".

Het is niet zeker dat artikel 15*bis*, § 4, zoals het is geredigeerd, kan voorzien in alle gevallen waarin deze verplichtingen niet worden nageleefd.

Artikel 6

(wijziging van artikel 17*bis*, § 1, van voormelde wet van 26 maart 2003)

1. De commentaar bij artikel 6 van het voorontwerp luidt : "[...] via de schrapping van de woorden «meer bepaald» [wordt] bevestigd dat deze bevoegdheid geen exclusief karakter heeft. Het voeren van solvabiliteitsonderzoeken is niet de enige en uitsluitende opdracht van de verbindingsmagistraat".

In de tekst van het voorontwerp wordt het woord "inzonderheid" (in de commentaar verkeerdelijk aangehaald met "meer bepaald") evenwel terecht niet geschrapt : het is immers juist dit bijwoord dat erop wijst dat de vermelde bevoegdheid niet exclusief is.

2. In de Nederlandse versie dienen de woorden "naar de solvabiliteit van de veroordeelde" te vervallen opdat de tekst overeenstemt met de beknoptere Franse versie.

Hoofdstuk 3 - Diverse wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Afdeling I - Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de lijst van de gecertificeerde opleidingen

Artikel 11

(wijziging van artikel 281 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de inleidende volzin schrijve men alleen : "[...] vervangen bij de wet van 25 april 2007".

Artikel 12

Er is geen reden om terugwerking te verlenen aan artikel 11.

Artikel 12 moet vervallen.

Afdeling II - Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de toewijzing aan de politierechtbank van geschillen inzake treinongevallen

Deze wijziging moet in verband worden gebracht met de wijziging van het Wetboek van Strafvordering om aan de politierechtbank de geschillenberechting toe te vertrouwen inzake treinongevallen ⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ Zie het onderhavige voorontwerp, hoofdstuk 1, afdeling I, artikel 2, waarbij een artikel 138, 6/*quater*, wordt ingevoegd in het Wetboek van Strafvordering. Dit voorstel tot wijziging is opgenomen in het verslag van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en het College van procureurs-generaal aan het Parlementair Comité belast met de wetsevaluatie (Overzicht van de wetten die voor de hoven en de rechtbanken moeilijkheden bij de toepassing of de interpretatie ervan hebben opgeleverd, 19 februari 2008, *Parl. St.* Kamer 2007-2008, nr. 52-0844/1, 35 : "Art. 422 van het Strafwetboek handelt over spoorwegongevallen. In het licht van art. 138 Sv zou deze materie moeten behoren tot de bevoegdheid van de politierechter. Dit geeft aanleiding tot betwistingen en strijdige beslissingen. Een wetswijziging is noodzakelijk").

In burgerlijke zaken dient bijgevolg ook de burgerlijke afdeling van de politierechtbank bevoegd te worden verklaard om kennis te nemen van zulke geschillen, door de bevoegdheid *ratione materiae* van deze rechtbank uit te breiden ⁽⁷⁾ tot treinongevallen.

Artikel 14 van het voorontwerp preciseert dat deze wijziging van artikel 601bis van het Gerechtelijk Wetboek in werking zal treden op 1 januari 2010. In de commentaar wordt deze maatregel als volgt uitgelegd: "opdat een vaste datum bekend is waarop deze hervorming van kracht wordt, anderzijds opdat de werking van de betrokken jurisdicties niet wordt verstoord".

De vraag rijst of deze bepaling niet in verband hoeft te worden gebracht met de wijziging van artikel 138 van het Wetboek van Strafvordering om te voorzien in een genoegzame coördinatie van de inwerkingtreding van beide teksten. Geen enkele soortgelijke regel wordt gesteld met betrekking tot de wijziging van het Wetboek van Strafvordering.

Fundamenteel is de vraag of deze bepaling gerechtvaardigd is gelet op het gemeenrechtelijk bepaalde in artikel 3 van het Gerechtelijk Wetboek: "De wetten op [...] de bevoegdheid [...] zijn van toepassing op de hangende rechtsgedingen, zonder dat die worden onttrokken aan de instantie van het gerecht ⁽⁸⁾ waarvoor zij op geldige wijze aanhangig zijn, en behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald".

⁽⁷⁾ Er zij op gewezen dat er in dit voorontwerp geen sprake is van de territoriale bevoegdheid (zie het wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving in verkeerszaken wat de territoriale bevoegdheid van de rechter betreft van de plaats van het ongeval voor zover het gaat om een vordering inzake de aansprakelijkheid voor dat ongeval, *Parl. St.*, Kamer, 2007-2008, nr. 52-1635/1).

⁽⁸⁾ De toepassing van deze bepaling op een beroep heeft tot gevolg dat eenmaal de (voordien bevoegde) instantie van het gerecht uitspraak heeft gedaan, het beroep moet worden ingesteld bij een pas bevoegd geworden appelgerecht, wat tot gevolg kan hebben dat het pas bevoegd geworden appelgerecht (burgerlijke rechtbank van eerste aanleg, appelgerecht van de politierechtbank, burgerlijke afdeling) hetzelfde is als het appelgerecht dat reeds uitspraak heeft gedaan in eerste instantie (vroegere bevoegdheid van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg). In dat geval ligt het voor de hand dat het rechtscollege anders zal zijn samengesteld.

Indien deze inwerkingtreding op 1 januari 2010 gehandhaafd blijft, zal bij ontstentenis van een andersluidende bepaling het in voormeld artikel 3 van het Gerechtelijk Wetboek neergelegde beginsel moeten worden toegepast, doch zal deze tekst bij voorbeeld niet alleen toepasselijk mogen worden verklaard op de zaken die na de inwerkingtreding van dit artikel zouden zijn ingeschreven op de rol van de politierechtbank, voor welke oplossing geopteerd was in artikel 69 van de wet van 11 juli 1994 betreffende de politierechtbanken ⁽⁹⁾.

⁽⁹⁾ Zie in dat verband A. DEBRULE, "La loi du 11 juillet 1994 relative aux tribunaux de police et le droit transitoire", *Journal des juges de paix et de police - Tijdschrift van de vrede- en politierechters*, n° spécial : "Le nouveau tribunal de police" - Themanummer : "De nieuwe politierechtbank", 2005, blz. 37.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	H. BOSLY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. de LEVAL,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS